

Envoyé le 23-07-2019 à la Préfecture
Accusé de réception le 23-07-2019
NOTIFICATION FAST

Département des Pyrénées-Orientales
Arrondissement de Prades
EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil
de la Communauté de Communes Pyrénées catalanes
Séance du lundi 22 juillet 2019

Membres en exercice : 36

Membres ayant pris part à la délibération (27) : Yves DOURLIACH, Alain BOUSQUET, Daniel MARIN, Jean Luc SEGUY, Michel SANTANACH, Jean Pierre ASTRUCH, Joëlle CORDELETTE, Pierre BATAILLE, Michel POUDADE, Jean Louis LACUBE, Michel GARCIA, Antoine TAHOCES, Philippe LOOS, Daniel GOMES, Jean Pierre INGLES, Jean Louis BRUNET, Jacky COLL, Frédéric BES, Martine PIERA, Jean Luc CARRERE, Jean Louis SARDA, Jean Luc MOLINIER, Jean Louis DEMELIN, Françoise MARTIN (procuration à Jean Pierre Ingles), Michel SARRAN (procuration à Jean Louis Sarda), Katell MATET (procuration à Jean Louis Carrere), Georges VINCENS (procuration à Antoine Tahoces)

Présents n'ayant pas pris part à la délibération : Jean Pierre Peugeot, Michel Batllo, Mathieu Altadill

Date de convocation : 04 juillet 2019

Secrétaire de séance : Michel Garcia

Objet : Rectification de la répartition des emplois de la collectivité dans les groupes de fonctions par catégorie du RIFSEEP.

Le lundi 22 juillet 2019 à dix-sept heures, le Conseil de la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes, dûment convoqué, s'est réuni à la Communauté de communes, sous la Présidence de M. Jean-Louis DEMELIN.

Le nombre étant suffisant pour délibérer valablement, le Président déclare la séance ouverte.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en oeuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les arrêtés fixant les montants de référence pour les services de l'Etat

Vu l'avis du Comité Technique en date du jeudi 5 avril 2018 (extrait du PV en date du 23 avril 2018),

Vu le tableau des effectifs,

Vu la délibération du 18 décembre 2017 adoptant le principe du RIFSEEP, la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération du 5 mai 2018 adoptant les modalités d'application du RIFSEEP à compter du 1^{er} janvier 2018,

Vu l'avis favorable du comité technique du 8 juillet 2019 sur la nouvelle organisation de l'atelier mécanique,

Le Président rappelle que le Conseil communautaire a adopté le 18 décembre 2017 le principe du RIFSEEP, la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P) par le biais de la méthode globale, hiérarchisation par comparaison ;

qu'il a également validé le 5 mai 2018 les modalités d'application du R.I.F.S.E.E.P instaurées lors du Conseil Communautaire du 17 décembre 2017.

Le Président explique qu'il est nécessaire de rectifier la répartition des emplois de la collectivité dans les groupes de fonctions par catégorie du RIFSEEP compte tenu de la nouvelle organisation de l'atelier mécanique, de la modification des missions de l'agent suivant :

- agent technique, mécanicien : agent chargé de la gestion des devis et commandes de l'atelier mécanique, de la coordination en lien avec le Responsable technique (filière technique : cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C) à temps complet.

Le Président propose à l'Assemblée délibérante de rectifier la répartition des emplois comme suit :

- Il s'agit de valoriser la technicité, l'expertise des nouvelles missions de l'agent cité ci-dessus :

Agent technique, Mécanicien : Le groupe de fonctions de cet agent est modifié comme suit : passage du groupe de fonctions de C3 à C2.

- Par conséquent, la position de cet agent cité ci-dessus est modifiée dans l'organigramme de l'EPCI à compter du 1^{er} août 2019.

**OUÏ CET EXPOSE, ET APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DECIDE A L'UNANIMITE :
de valider les propositions ci-dessus.**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus. Pour extrait conforme.

La Llagonne, le lundi 22 juillet 2019.

Jean Louis DEMELIN
Président

